

NIGERIA

La Nigeria est l'un des Pays les plus riches et les plus importants du Continent, elle se trouve en Afrique guinéenne et donne sur le Golfe de Guinée. Elle s'étend sur 923.768 km² et, d'après une estimation de juin 1969, sa population est de 63.870.000 habitants. Autrefois colonie britannique, elle est indépendante depuis le 1er octobre 1960 et fait partie du Commonwealth. C'est un des Pays les plus peuplés et les plus prospères d'Afrique. Elle occupe le second rang dans le monde pour la production de cacao, et elle est un important exportateur d'huile de palme, d'arachides et de bananes. Elle occupe le troisième rang parmi les producteurs de pétrole en Afrique, et possède de riches gisements de charbon et d'étain.

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

C'est en 1957 que le processus de constitution de la *Central Bank of Nigeria* fut mis en oeuvre avec l'assistance d'experts financiers de la Banque d'Angleterre; il répondait à la nécessité de remplacer le mécanisme rigide du fonctionnement du *West African Currency Board* (Comité monétaire de l'Afrique de l'Ouest) par un organe qui avait, non seulement pour objet d'émettre et de contrôler l'offre d'une monnaie nationale, mais qui serait à même, institutionnellement, de parvenir à d'autres fins et d'affronter les problèmes économiques liés à l'indépendance politique prochaine.

Le Comité avait été créé en 1912 en vue d'émettre une monnaie commune à la Nigeria et aux autres colonies anglaises de l'Afrique occidentale (1), garantie par le dépôt de livres sterling sur la place de Londres. Les dépôts en question pouvaient être partiellement investis en titres d'Etat émis par le gouvernement anglais ou celui d'autres Pays industrialisés appartenant au Commonwealth. Cette institution, n'avait aucun point commun avec une banque centrale, de plus sa capacité opérationnelle était inférieure à celle d'un institut d'émission. En effet, le Comité monétaire n'avait pas faculté de consentir du crédit dans les territoires de sa compétence et n'avait pas le droit de régler de façon autonome le volume de la circulation de la monnaie ou de contrôler les changes. Dans ce contexte, l'augmentation, ou la diminution, des billets en circulation était étroitement liée à l'évolution des soldes de la balance des paiements. L'activité du Comité monétaire prit fin le 1er juillet 1959 quand la Banque centrale de la Nigeria commença à émettre une nouvelle monnaie nationale qui remplaça peu à peu celle émise jusque-là.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

La Banque centrale de la Nigeria fut dotée d'un capital nominal de £ 1.500.000, entièrement souscrit par le gouvernement fédéral auquel il appartient également de désigner les principaux dirigeants de la Banque elle-même. L'organe exécutif suprême de celle-ci est le Conseil d'administration, composé d'un Gouverneur et d'un sous-gouverneur, désignés par le Président de la Fédération, et de cinq autres membres nommés par le Premier Ministre du gouvernement fédéral.

(1) Gambie, Sierra Leone, Ghana (alors: Côte-de-l'Or).

Les choix inhérents à la gestion de la Banque et à l'orientation de la politique monétaire et du crédit relèvent de la compétence et de la responsabilité générale du Conseil d'administration. Des responsabilités particulières incombent, par contre, au Gouverneur et au sous-gouverneur personnellement, pour ce qui a trait à la continuité de la direction et du contrôle des activités de la Banque. Aux termes de son statut les représentants du Parlement et du gouvernement ne peuvent faire partie du Conseil d'administration (1). Par contre, afin de contrôler les activités de la banque et surtout de coopérer sur le plan économique et monétaire, la création d'un Comité consultatif a été prévue; il comprend le Ministre des Finances du gouvernement fédéral et ceux des gouvernements régionaux qui collaborent avec le Gouverneur et le sous-gouverneur de la Banque.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

Aux termes de son statut la Banque centrale doit exercer des activités dans le but de: 1) émettre la monnaie légale, centraliser et gérer les réserves monétaires du Pays; 2) garantir la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie et promouvoir la formation d'un marché du crédit efficient; 3) aider le gouvernement fédéral à réaliser sa politique financière.

La Banque centrale est la seule institution ayant droit à émettre de la monnaie ayant cours légal en Nigeria (il a été explicitement décrété que ces pouvoirs ne relèvent pas de la compétence du gouvernement fédéral ni de celle des gouvernements régionaux).

(1) Cette mesure est basée sur le désir d'assurer une certaine indépendance fonctionnelle à la Banque vis-à-vis du gouvernement fédéral, indépendance déjà protégée par la norme attribuant aux principaux organes exécutifs la responsabilité de leurs décisions.

Lorsqu'elle commença à exercer son activité cette banque a été tenue de conserver un montant de réserves or et en sterlings, égal à 60% de la valeur des billets en circulation et à 35% des autres passivités à court terme.

Par la modification apportée au statut en 1962 les termes du rapport entre réserves et passif, ainsi que la composition qualitative des réserves ont été changés. Dès lors, on a pu, en effet, constituer les réserves, non seulement en or et en sterlings, mais aussi en activités financières avec l'étranger, à court terme, librement convertibles en or ou en sterlings, et dans la proportion de 40% des passifs à court terme de la Banque centrale. En 1967, ce dernier rapport fut ramené à 25% et on admit, parmi les réserves, des activités financières à longue échéance.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ETAT

La Banque centrale agit en tant que banquier de l'Etat de deux façons: en premier lieu, elle est chargée de la gestion à l'intérieur, comme à l'étranger, d'une grande partie des opérations de caisse et de crédit liées au budget du gouvernement fédéral. Dans les centres où les services de la Banque centrale font défaut, les comptes et les opérations de l'Etat sont administrés par des banques commerciales qui, à cet effet, agissent comme des filiales de la Banque centrale.

En deuxième lieu, la Banque centrale collabore avec l'Etat aux fins de parvenir à l'équilibre financier des comptes du Trésor public: soit en accordant des financements directs, soit par des interventions en vue d'assurer le placement des titres de la dette publique et le soutien de leurs cours, en particulier en ce qui concerne les bons du Trésor du gouvernement fédéral.

Les prêts, que la Banque est autorisée à consentir directement au gouvernement fédéral, sont assujettis à une série d'obligations.

Ces opérations doivent, avant tout, être destinées à faire face à des exigences de caisse de nature transitoire. La position débitrice du gouvernement ne peut, en outre, excéder un pourcentage déterminé des dépenses ordinaires du budget. Les prêts doivent être remboursés dès que les mouvements de fonds du Trésor le permettent, et en tous cas, avant la fin de l'année financière au cours de laquelle ils ont été consentis. Si, passée cette date, la position du gouvernement à l'égard de la Banque est toujours débitrice, cette dernière ne peut accorder d'autres subventions tant que les crédits accordés auparavant n'auront pas été remboursés.

C'est également à la Banque centrale que sont confiées l'émission et l'administration des titres de la dette publique interne, parmi lesquels les bons du Trésor du gouvernement fédéral revêtent une importance spéciale. Ces derniers, outre qu'ils alimentent un courant d'échanges de plus en plus actif dans le cadre du marché du crédit, pourraient constituer, une fois le marché consolidé, une base de mise en route d'opérations de marché ouvert et de réescompte de la part de la Banque centrale elle-même. Le décret sur les bons du Trésor, mis en vigueur le 19 mars 1959, attribuait au gouvernement fédéral la faculté de contracter une dette à court terme à l'égard du public, au moyen de l'émission de titres à 90 jours, dont le montant serait proportionnel aux dépenses ordinaires prévues pour l'année financière en cours. Cette émission a été effectuée avec l'intermédiation de la Banque centrale qui en assure le succès en souscrivant, pour son compte, ceux des titres qui n'auront pas été vendus au public, au système bancaire et aux autres intermédiaires financiers.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Bien que la Banque centrale ait eu à sa disposition une vaste gamme d'instruments de contrôle du crédit, la politique monétaire

n'a pas eu, à ses débuts, les résultats escomptés, par suite des limites du cadre institutionnel dans lequel cette Banque agissait. La faible efficience du marché du crédit, étant donné les caractères de structure et de gestion du système bancaire ainsi que de l'expansion restreinte du marché monétaire et financier, n'ont pas permis à la Banque de recourir, d'une façon suffisamment intégrée et appropriée, à certaines techniques de contrôle monétaire. L'efficacité de la manipulation du taux officiel de l'escompte et de la variation des montants de réserve obligatoire de liquidité s'est heurtée à des obstacles de tous ordres, dont certains étaient la conséquence d'aspects particuliers de la structure du système bancaire. Le recours aux susdits instruments de contrôle a été rendu partiellement inefficace, surtout s'ils étaient employés à des fins de limitation par suite de l'existence de certaines banques étrangères; celles-ci, qui avaient réuni une grande partie de l'ensemble des activités du crédit et disposaient de plus vastes possibilités de choix, pouvaient se financer tant sur les marchés étrangers qu'auprès de leurs banques principales, et n'avaient recours à la Banque centrale que pour leur propre convenance lorsqu'il y avait disparité entre le taux officiel de l'escompte et les taux pratiqués ailleurs. De plus, l'expansion insuffisante d'un marché où l'on puisse négocier des titres à court, moyen et long terme, a rendu impossible l'adoption d'une politique de marché ouvert.

Pendant ses premières années d'existence, la Banque centrale a donc été contrainte de se servir assez fréquemment des effets produits par sa propre « action psychologique de persuasion » sur les choix de gestion des banques commerciales. A l'aide d'une série de contacts, soit avec l'organisme représentant les Banques: le *Banker's Committee*, soit avec les établissements pris individuellement, la Banque centrale tenta de mettre en oeuvre une politique ayant pour objet d'assurer au système bancaire une structure adé-

quate et une bonne efficience de fonctionnement, en vue d'augmenter l'efficacité des interventions tendant à promouvoir le développement des autres secteurs du marché du crédit.

A ce point seulement la Banque centrale aurait pu mettre en oeuvre, avec de meilleures chances de succès, ses propres techniques de contrôle monétaire. Dans ce but, elle en arriva en peu d'années à une restructuration de la loi bancaire de 1958, à la création de la bourse des valeurs de Lagos (juin 1961), à la mise au point d'une règle de négociations pour l'argent remboursable sur demande (*call money*) avec le système bancaire (juillet 1962) et à la constitution des chambres de compensation de Lagos (mai 1961) et de Kano (avril 1963).

LE SYSTÈME BANCAIRE

Etant donné sa situation de colonie liée à la mère patrie, la Nigeria, évolua progressivement comme une branche du système économique anglais, tout en constituant une source de matières premières et un marché de débouchés pour les produits finis. S'adaptant à la logique de cette organisation, le système bancaire, composé presque exclusivement de filiales de banques anglaises, avait comme fonction primordiale de servir à acheminer le flux des ressources financières du système économique nigérien à celui de la Grande Bretagne et des autres Pays du Commonwealth. Aux mutations de son organisation politique firent suite des modifications de structure et de rôle des diverses institutions économiques et financières. Parmi ces dernières, le système bancaire prenait de plus en plus un aspect nouveau et orientait ses activités en vue de satisfaire aux exigences de l'économie locale et d'en promouvoir l'expansion.

Le système bancaire nigérien comprend des banques commerciales, des caisses d'épargne postales et, en ce qui concerne le crédit mobilier et les financements à moyen et long terme, une banque de développement: la *National Industrial Development Bank*.

Les banques commerciales recueillent des dépôts en compte courant et des dépôts d'épargne dont les obligations concernant les retraits sont assez différenciées. La collecte de ces dépôts est l'activité spécialisée des caisses d'épargne postales. Tandis que les dépôts en compte courant ne sont pas rémunérés, le taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne varie de 2,5% à 3,5% pour les dépôts à vue, et peut dépasser 4% pour ceux à terme. Parallèlement à une tendance à voir s'augmenter la quantité et le volume des comptes courants, on a assisté, ces toutes dernières années, à un emploi toujours plus fréquent de la monnaie bancaire comme moyen de règlement des échanges, ceci a et aura des répercussions directes sur l'expansion que prendra l'activité des banques commerciales nigériennes.

Les opérations d'emploi de ces banques doivent être effectuées à court terme et le sont principalement sous forme d'ouverture de crédit en compte courant, d'escompte et d'avances.

Les octrois de crédit à moyen et long terme, qui sont indispensables pour accélérer le processus de développement économique, constituent, au contraire, le but des activités de la *National Industrial Development Bank* fondée en juin 1964 grâce à l'apport financier de nombreux opérateurs économiques étrangers et nationaux, parmi ceux-ci il faut inclure la Banque centrale elle-même. Les interventions en matière de crédit effectuées par cette Banque, ont surtout pour objet de promouvoir les investissements sous forme d'immobilisations dans le domaine de l'industrie et dans le secteur de l'agriculture et des pêcheries, elles se font: soit par des

prêts hypothécaires, soit par l'acquisition de participations dans les sociétés en voie de constitution. L'achat des actions n'est que temporaire et la mobilisation des portefeuilles n'aura lieu que si les sociétés s'affirment au point de pouvoir verser un dividende adéquat à leurs actionnaires.

ORIGINE ET ÉVOLUTION DES BANQUES COMMERCIALES

Au moment où fut constitué le Comité monétaire, en 1912, il n'y avait qu'une seule banque: la *Bank of British West Africa*, à laquelle vint s'adjoindre en 1917 la *Colonial Bank*. Les années qui suivirent furent caractérisées par une augmentation du nombre et des dimensions économiques des banques étrangères, et en même temps, par l'apparition de nombreuses banques autochtones (*Indigenous Banks*), phénomène assez rare, d'ailleurs, dans les autres Pays d'Afrique.

Le caractère oligopole de la structure du système bancaire (1), qui, certes, ne facilitait pas l'accès du marché à de nouveaux établissements, de même que le manque de contrôle exercé sur l'activité bancaire et le peu d'efficacité des structures et du fonctionnement des nouvelles banques locales constituèrent autant de freins à l'expansion de leurs activités et causèrent une série de banqueroutes. La crise, et la liquidation des banques nigériennes qui en fut la conséquence, retira au public une partie de sa confiance dans les institutions locales de crédit. Les fonds affluèrent donc vers les banques étrangères qui réussirent à consolider encore plus leur position sur le marché.

(1) Avant la seconde guerre mondiale l'activité bancaire était pratiquement concentrée dans deux instituts britanniques: la *Bank of British West Africa*, et la *Barclays Bank D.C.O.*

Cette situation demeura inchangée immédiatement après la deuxième guerre mondiale car, de 1946 à 1952, on procéda à la liquidation de 20 instituts bancaires nigériens ayant fait faillite. Certaines banques parvinrent, toutefois, à continuer à exercer leurs activités grâce à l'appui constant des gouvernements régionaux car ces banques opéraient dans leurs zones de compétence. Ce fut le cas de la *African Continental Bank* et de la *National Bank of Nigeria*, qui exerçaient leur activité dans les régions orientale et occidentale, respectivement.

Deux types de motifs expliquent pourquoi les gouvernements régionaux sont intervenus en faveur des banques locales. Avant tout, une opinion très répandue laissait croire que les banques étrangères avaient une politique de prêts nettement discriminatoire à l'égard des établissements nigériens. Ensuite il semblait que ces banques tentaient d'instaurer dans leur intérêt une situation de monopole en faisant une concurrence intensive aux banques indigènes afin que, tôt ou tard, ces dernières abandonnent le marché.

L'assistance des gouvernements régionaux fut accordée tout d'abord sous forme de dépôts — comme ce fut le cas pour la *Agbonmagbe Bank*, à qui fut confiée l'administration des fonds d'organismes publics tels que les *Marketing Board*, le *Production Development Board* et la *Nigerian Ports Authority* — ensuite cette assistance prit la forme de participations, en général majoritaires, dans les banques elles-mêmes. Cette politique d'expansion adoptée par le gouvernement ne s'est pas accompagnée d'un contrôle et d'une surveillance suffisants de la gestion des banques assistées, ces dernières se trouvèrent en grandes difficultés économiques et financières, parce qu'elles avaient assumé des risques particulièrement lourds et qui étaient rendus plus onéreux encore par l'inefficience de leurs organes directeurs.

Le deuxième groupe de banques commerciales est formé par les filiales nigériennes de banques étrangères (*expatriate banks*) qui, pour se conformer à une série de mesures législatives, ont dû se reconstituer suivant les modalités juridiques établies par les lois nigériennes, il en résulta des répercussions sur les rapports de participation au capital et sur la nature du sujet économique (1).

Le troisième groupe est formé par les banques dont la constitution est nigérienne du point de vue juridique mais dont les activités sont exercées à l'étranger.

Leur capital est souscrit par des personnes juridiques autochtones et étrangères et, comme pour la *Bank of the North Ltd.*, par le gouvernement fédéral qui en a le contrôle.

RÉGLEMENTATION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

L'activité bancaire est essentiellement disciplinée par la loi bancaire de 1958, mise en vigueur le 1er octobre 1959 dont l'origine remonte à une étude intitulée: *Report on Banking in Nigeria*, effectuée par un groupe de fonctionnaires de la Banque d'Angleterre sur la situation du système bancaire, dont l'équilibre structural et fonctionnel se trouvait continuellement modifié à cette époque par l'apparition et les faillites des banques locales.

Basée sur les recommandations de ce rapport, on approuva le 22 mai 1952 une première *Ordinance for the Regulation of the Business of Banking* qui réglementait surtout le processus de constitution et les réserves de liquidité des banques. Cette première tentative ne résolvait pas, cependant, toute une série de problèmes dont la réglementation exigeait une nouvelle élaboration organique de la première loi bancaire. En effet, les banques locales conti-

(1) Il y avait sept banques au moment de l'incorporation: deux banques anglaises, deux américaines, une indienne, une arabe et une française.

naient à faire faillite, et les irrégularités de forme et de fonds se multipliaient dans la gestion financière et patrimoniale des établissements de crédit.

La seconde loi sur l'activité bancaire fut précisément celle de 1958, elle reprenait les solutions formulées par un autre groupe d'experts de la Banque d'Angleterre. Une série d'amendements fut apportée à cette loi en 1962, ils étaient motivés par l'expansion du système bancaire, par les changements intervenus dans le régime politique, et par la nécessité d'intégrer la discipline de l'activité bancaire aux missions et au rôle de la Banque centrale.

Capital propre et droit de pratiquer le crédit

La loi de 1952 exigeait, pour permettre d'exercer une activité bancaire, l'obtention d'une autorisation gouvernementale et la possession d'un capital social nominal et versé dont le montant minimum était déterminé par la loi. Tandis que pour les banques nationales le capital nominal minimum exigé était de £ 25.000, dont la moitié au moins devait être versée, les banques étrangères devaient avoir un capital versé d'au moins £ 100.000, indépendamment du capital nominal. L'autorisation était alors accordée par le Secrétaire aux finances après vérification de l'existence et de la conformité d'autres éléments de forme et de fonds.

Les modifications suivantes furent apportées par la loi de 1958. En premier lieu, l'instruction formelle du Secrétaire aux finances fut abrogée comme étant préjudiciable à l'autorisation, et remplacée par un avis de « conformité avec l'intérêt public » formulé par le Ministre des Finances. Ensuite, le minimum de capital social exigé fut rapporté uniquement à la partie de capital versée qui si elle resta de £ 12.500 pour les banques nationales, fut portée à £ 200.000 pour les banques étrangères. En 1962 cette somme fut modifiée et portée à £ 250.000 pour les banques na-

tionales, avec obligation de s'y conformer dans un délai maximum de sept ans. En ce qui concerne les banques étrangères cette clause fut remplacée par l'exigence « d'une garantie satisfaisante » que ces banques devaient investir sur le territoire nigérien, et dont le minimum était de £ 250.000.

Réserves de liquidité obligatoires

La loi bancaire de 1952 imposait aux banques le maintien d'un « montant de disponibilités liquides adéquat », sans ajouter d'autres considérations. Le Secrétaire aux finances était chargé de s'assurer de l'existence de cette liquidité, et il était habilité à révoquer l'autorisation d'exercer aux établissements dont la liquidité en réserve lui semblait « inadéquate ». La loi bancaire de 1958 et ensuite l'amendement de 1962 mirent fin à une définition aussi vague.

La loi de 1958 exigeait que les banques maintiennent un rapport déterminé entre certaines activités (monnaie légale, dépôts à la Banque centrale, bons du Trésor du gouvernement fédéral et du gouvernement anglais, activités financières à l'étranger et à l'intérieur facilement monétisables) et le volume de leurs dépôts fiduciaires et en compte courant. L'acte constitutif de la Banque centrale envisageait d'ailleurs la possibilité de varier le coefficient et la composition qualitative des réserves obligatoires de liquidité. Une telle discipline facilitait, en outre, sa fonction de surveillance du système bancaire. Ce dernier fut, en effet, obligé de soumettre périodiquement à l'attention de la banque centrale un état de sa position en matière de liquidité, et à demander l'autorisation d'effectuer des opérations actives au cas où il se trouverait dans l'impossibilité de se conformer à l'obligation de posséder la réserve obligatoire de liquidité.

L'amendement de 1962 apporta un autre perfectionnement à la réglementation sur la liquidité bancaire en attribuant à la



OUGANDA

Situé sur l'Equateur, au coeur du continent africain, l'Ouganda est presque exclusivement formé par un haut plateau qui s'étend dans la région des grands lacs. Sa superficie est de 235.886 km² et sa population, d'après une estimation de 1968, compte 8.133.000 habitants. C'est un ancien protectorat britannique devenu indépendant depuis le 9 octobre 1962 tout en restant membre du Commonwealth. C'est un pays agricole dont l'économie est basée sur les exportations de coton et de café. Ses ressources minières sont assez bonnes (cuivre).

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

Jusqu'à 1966, l'Ouganda faisait partie, avec le Kenya et la Tanzanie, de la zone monétaire placée sous la direction de l'*East African Currency Board* (1), institution dont la fonction était d'émettre une monnaie (l'*East African Shilling*), commune aux territoires de l'Afrique orientale anglaise, garantie par des dépôts de sterlings sur la place de Londres. Après la promulgation de la loi bancaire et monétaire du 28 mai 1966, la Banque centrale de l'Ouganda fut constituée le 1er juillet 1966 et commença à opérer au mois d'août de la même année.

(1) En ce qui concerne le fonctionnement de l'*East African Currency Board*, voir le chapitre sur le Kenya.

ORGANISATION DE LA BANQUE CENTRALE

Le capital social de la Banque centrale (40 millions de shillings de l'Ouganda) a été entièrement souscrit par le gouvernement auquel il a été conféré le pouvoir de désigner les principaux dirigeants de la Banque.

L'organe de direction suprême de cette Banque est le Conseil des gouverneurs, composé du Gouverneur, qui le préside, du sous-gouverneur, du Secrétaire du Trésor, qui en est membre *ex officio*, et d'autres directeurs dont le nombre ne doit jamais être inférieur à quatre ni supérieur à six.

Le Gouverneur et le sous-gouverneur sont désignés par le Chef de l'Etat, leur mandat est de cinq ans, renouvelable. Les directeurs, eux, sont nommés par le Ministre des Finances, leur mandat est de trois ans et peut être renouvelé.

C'est au Conseil des gouverneurs qu'a été conféré le pouvoir ainsi que la responsabilité globale des décisions inhérentes à la gestion de la banque et aux orientations de la politique monétaire et de celle du crédit. Par contre, des responsabilités particulières sont de la compétence personnelle du Gouverneur pour ce qui a trait à la continuité de la direction et du contrôle des activités de la Banque.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

La Banque centrale de l'Ouganda poursuit les objectifs ci-après:

- 1) émission de la monnaie légale, centralisation et gestion des réserves de devises afin de conserver à la valeur internationale de la monnaie sa stabilité;
- 2) formation d'un marché du crédit efficient pour parvenir à un développement équilibré de l'économie et à la stabilité monétaire;
- 3) collaboration à la réalisation de la politique financière de l'Etat.

La Banque centrale est la seule institution autorisée à émettre de la monnaie ayant cours légal dans le Pays. L'émission de la nouvelle monnaie, le shilling de l'Ouganda, fut effectuée en même temps que l'échange de la monnaie émise auparavant par l'*East African Currency Board*, ainsi que la détermination d'une nouvelle parité avec l'or.

L'acte constituant la Banque centrale sanctionne la convertibilité à l'extérieur de la nouvelle monnaie et autorise la Banque à intervenir dans des opérations d'achat ou de vente de cette monnaie en échange de livres sterling, d'or ou d'autres devises convertibles. En outre, le montant de chaque intervention ne peut être inférieur à 200.000 shillings de l'Ouganda.

Les réserves en devises ne doivent pas diminuer au point d'être à un niveau inférieur à 40% du passif à vue de la Banque centrale. Ces réserves doivent être constituées: par de l'or, des livres sterling, et d'autres monnaies convertibles en or; par des bons du Trésor, convertibles en or ou en sterlings dont l'échéance soit de moins de 184 jours; par des obligations garanties par l'Etat dont la monnaie soit convertible en or ou en sterlings pour un montant n'excédant pas 40% de l'actif global de la réserve.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ETAT

La Banque centrale de l'Ouganda est à double titre le banquier de l'Etat. En premier lieu, elle est chargée de la gestion d'une grande partie des opérations de caisse et de crédit se rattachant au Budget de l'Etat et à celui des autres administrations publiques. Sauf pour des cas particuliers, qui doivent être déterminés à chaque fois avec le Ministre des Finances, les services rendus par la Banque sont gratuits. Les dépôts du gouvernement et des autres

administrations publiques ne sont pas non plus productifs d'intérêt; en second lieu, la Banque centrale collabore à assurer l'équilibre financier du Trésor public en accordant directement des financements et à l'aide d'interventions ayant pour objet d'assurer le placement des titres de la dette publique et le soutien de leurs cours. La banque est habilitée à consentir des prêts à l'Etat pour un montant n'excédant pas 15% des recettes ordinaires du Budget et à un taux d'intérêt déterminé d'un commun accord par le Ministre des Finances et le Conseil d'administration de la Banque. Le remboursement de ces prêts doit avoir lieu dans les trois mois qui suivent la fin de l'exercice financier au cours duquel le concours a été apporté. Dans le cas contraire, aucune nouvelle avance ne peut être octroyée tant que le solde de la position reste débiteur.

La Banque centrale a, en outre, la faculté d'acheter ou de vendre des titres émis ou garantis par l'Etat si leur terme est de moins de 25 ans.

De toutes façons, le montant des titres en portefeuille, si l'échéance de ces titres est de plus de deux ans, ne peut dépasser 30% du passif à vue de la Banque centrale. Aucune limite n'est imposée, par contre, pour le montant des titres dont le terme est de moins de deux ans.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

La stabilité monétaire est l'un des principaux objectifs poursuivis par la Banque centrale de l'Ouganda. Afin de contrôler le crédit, la Banque centrale peut recourir à l'instrument qui consiste à exiger des banques commerciales qu'elles maintiennent un rapport constant entre les dépôts qu'elles ont à la Banque centrale même et le total de leurs passivités: des coefficients différents

peuvent être appliqués suivant la nature de ces passivités. En tous cas les dépôts en question ne peuvent excéder 20% des passivités de la banque.

En outre la Banque centrale a la faculté d'imposer des plafonds aux prêts consentis par chacune des banques, de contrôler la destination du crédit bancaire, de fixer la limite des échéances pour les prêts consentis ainsi que des limites maxima et minima pour les taux bancaires actifs et passifs. La Banque centrale joue le rôle de banque des banques; elle est, en effet, habilitée à acheter, vendre et escompter les bons du Trésor ayant un terme de moins de 93 jours, les effets commerciaux dont l'échéance est à 90 jours, et ceux concernant les financements de campagnes agricoles, si leur échéance est inférieure à 180 jours. Les banques commerciales peuvent, également, obtenir des avances de la Banque centrale pour une durée inférieure à 3 mois, et ce à un taux qui ne peut être moindre que le taux officiel minimum de l'escompte plus un point.

LE SYSTÈME BANCAIRE

Généralités

Une fois devenu entièrement indépendant du point de vue politique, et après la dissolution de l'*East African Currency Board*, le système bancaire, composé surtout de filiales étrangères des grandes banques anglaises, réduisit son rôle de canal d'acheminement du flux des ressources financières vers les territoires de la zone de la livre sterling, et orienta sa propre activité en vue de mieux répondre aux exigences de l'économie locale et d'en promouvoir le développement.

Le système bancaire comprend des banques commerciales et, en ce qui concerne les crédits à moyen et long terme, d'une banque de développement: la *East African Development Bank*.

Parmi les autres institutions se consacrant à la collecte de l'épargne il convient de mentionner les caisses d'épargne postales.

Les principales banques commerciales sont représentées par les anciennes filiales des banques anglaises: *Barclays Bank of Uganda Ltd.*, *Grindlays Bank of Uganda Ltd.*, *Standard Bank of Uganda Ltd.*; auxquelles s'ajoutent la *Bank of Baroda Ltd.*, la *Bank of India Uganda Ltd.* et la *Uganda Commercial Bank*. Cette dernière fut créée en 1965 sur l'initiative de l'Etat et avec l'apport de la *Uganda Credit and Savings Bank*, afin de permettre au système bancaire de mieux satisfaire les besoins des unités économiques locales.

Les banques commerciales collectent des dépôts en compte courant et des dépôts d'épargne, à vue et à terme. Tandis que les dépôts en compte courant ne sont pas rémunérés, il est versé un taux d'intérêt de 3% sur les dépôts d'épargne à vue, et sur ceux dont le terme excède trois mois, le taux d'intérêt est de 3,50 pour cent. Ces banques octroient surtout des prêts à court terme, principalement sous forme d'avances et d'ouvertures de crédit en compte courant.

L'*East African Development Bank* fut constituée avec l'apport de capital des gouvernements de l'Ouganda, du Kenya, et de la Tanzanie; le siège de cette banque est à Kampala. Dans ses interventions la banque donne la priorité aux Etats membres dont l'industrie est moins développée. Le programme initial de ces interventions fut établi de telle sorte que 38,75% de celles-ci soient concentrées en Ouganda, le même pourcentage étant affecté à la Tanzanie, et 22,50% au Kenya. Son activité tend surtout à financer les investissements publics et privés dans les secteurs: de l'agriculture, de l'industrie et de la construction. En 1967 on a créé la *Housing Financial Company of Uganda* pour financer le bâtiment. Il y a même une Caisse d'épargne postale.

Réglementation de l'activité bancaire

L'activité des banques commerciales est réglementée par la loi bancaire du 28 mars 1969. Des amendements furent introduits par la suite en novembre 1969, aux termes desquels seules les banques de droit ougandais sont autorisées à exercer leurs activités dans le Pays. Les filiales des banques étrangères furent contraintes de ce fait à se conformer aux mesures législatives en vigueur et à se reconstituer. Plus tard, à la suite des dispositions prises pour nationaliser les banques, le gouvernement assumait le contrôle des établissements bancaires opérant en Ouganda.

Une autorisation du gouvernement est obligatoire pour permettre d'exercer une activité bancaire, de même le capital versé exigé ne peut être inférieur à un minimum fixé par la loi de mars 1969 à 2 millions de shillings pour les banques nationales et à 10 millions de shillings pour les banques étrangères. L'amendement de novembre 1969, ayant aboli la distinction entre banques nationales et banques étrangères, unifia le montant du capital exigé en le portant à 20 millions de shillings.

La loi bancaire autorise, en outre, la Banque centrale à exiger des banques commerciales qu'elles maintiennent un coefficient déterminé de 30% au plus entre certaines de leurs activités (monnaie légale, dépôts à la Banque centrale, bons du Trésor, activités financières sur l'étranger et sur l'intérieur facilement monétisables) et le volume de leurs dépôts fiduciaires et en compte courant. Cette discipline facilitait d'ailleurs le rôle de la Banque centrale chargée de surveiller le système bancaire; ce dernier fut contraint, en effet, de soumettre périodiquement à l'attention de la Banque centrale sa situation de liquidité et si elle n'était pas conforme aux directives imposées, la Banque centrale avait la faculté d'adopter des sanctions disciplinaires et d'infliger des pénalités.

La loi bancaire interdit également aux banques d'effectuer des avances sur leurs actions, de consentir à leur personnel dirigeant des prêts non garantis pour une somme excédant 10.000 shillings, de même leurs employés ne peuvent emprunter pour une somme supérieure à leur rétribution annuelle. Des mesures spéciales réglementent aussi les investissements immobiliers et d'actions des banques commerciales.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La République Centrafricaine occupe une région de l'Afrique placée exactement au centre de ce continent, à plus de 600 kilomètres de la côte la plus rapprochée. Sa superficie est de 622.984 km² et d'après une estimation de juin 1968 sa population est de: 1.488.000 habitants. Elle était autrefois une colonie française, elle a proclamé son indépendance le 17 août 1960. L'agriculture est la principale ressource du pays, même en ce qui concerne les exportations (coton, café et arachides). Ce pays possède également de bonnes ressources de bois et d'importantes mines de diamants.

SYSTÈME BANCAIRE

Le système bancaire de la République centrafricaine comprend des banques commerciales et une banque de développement: la Banque nationale de développement de la République centrafricaine.

En 1962, les filiales du Crédit Lyonnais sont devenues des banques de droit local. On a donc créé: l'Union bancaire en Afrique centrale avec un capital de 200 millions de francs de la Communauté financière africaine (C.F.A.). Ont participé à ce capital: la République Centrafricaine (à raison de 20%), le Crédit Lyonnais (40%) et la Société Générale (40%). Des filiales de la Banque nationale de Paris et de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale exercent également leurs activités en République Centrafricaine.

La Banque nationale de développement a été créée le 9 mai 1961, en remplacement de la Société centrafricaine de crédit. Le capital de la Banque, soit 420 millions de francs C.F.A., a été souscrit par la République Centrafricaine (à raison de 63,2%), par la Caisse centrale de coopération économique (29,4%), et par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (7,4%).

Les fonds de la Banque proviennent de la collecte de dépôts, surtout dans les instituts d'assurance, ceux de prévoyance et les administrations de droit public; elle s'en procure également par l'émission d'emprunts à l'étranger. Les opérations d'emploi sont destinées principalement aux secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et de l'artisanat. Les taux pratiqués par la banque varient entre 6 et 8,50%. Les financements en faveur du bâtiment résidentiel sont consentis à un taux plus élevé, qui est d'environ 10%.

RUANDA

Le Ruanda est un pays de hauts plateaux situé au coeur de l'Afrique, légèrement au sud de l'équateur dans la zone des grands lacs. Il couvre 26.638 km² et, d'après une estimation de juin 1969 sa population est de 3.500.000 habitants. Il faisait autrefois partie du Ruanda Urundi placé sous l'administration fiduciaire de la Belgique, il est devenu indépendant le 1er juillet 1962. C'est un pays à forte densité de population (125 habitants par km²) qui possède d'assez bonnes ressources agricoles et minières (il exporte du café, de la cassitérite et du tungstène).

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

Les Etats du Ruanda Urundi et du Congo belge s'unirent en 1952 pour constituer la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda Urundi dont la mission était d'émettre une monnaie commune pour ces territoires. La banque en question ferma ses guichets le 4 août 1961 lorsque fut créée la Banque d'émission du Ruanda et du Burundi. L'union monétaire entre ces deux Etats prit fin le 18 mai 1964 quand leurs gouvernements respectifs délibérèrent la scission de la Banque d'émission du Ruanda et du Burundi en deux institutions distinctes: la Banque du royaume du Burundi, désignée ensuite sous le nom de Banque de la République du Burundi après des changements intervenus dans le gouvernement du Pays, et la Banque nationale du Ruanda.

RÔLE DE LA BANQUE CENTRALE

La Banque centrale du Ruanda est entièrement contrôlée par l'Etat qui en désigne les principaux représentants, cet institut poursuit les objectifs suivants: émission de la monnaie légale et contrôle des devises étrangères; élaboration et réalisation de la politique monétaire; financement de la dette publique.

Seule institution habilitée à émettre de la monnaie ayant cours légal dans le Pays, cette banque commença en 1964 à émettre une monnaie nationale, le franc-Ruanda qui remplaça le franc-Ruanda-Burundi qui avait été émis par la Banque d'émission du Ruanda et du Burundi. Cette Banque gère, en outre, les réserves en devises du Pays et contrôle les changes. Les instruments mis à sa disposition pour réglementer le crédit sont représentés par la manoeuvre des taux officiels de l'escompte, par la fixation des plafonds de réescompte, par le contrôle de la destination du crédit octroyé aux banques commerciales, et par l'arme psychologique de la persuasion.

SYSTÈME BANCAIRE

Le système bancaire du Ruanda comprend des banques commerciales, une caisse d'épargne; en ce qui concerne le financement à moyen et long terme, il s'effectue à l'aide d'une banque de développement: la Banque ruandaise de développement.

Les banques commerciales recueillent des dépôts en compte courant et des dépôts d'épargne, à vue ou à terme. Les premiers ne sont pas rémunérés, tandis que sur les dépôts d'épargne il est versé un taux d'intérêt variant de 1 à 3% selon le terme fixé pour l'échéance. Les prêts sont surtout accordés sous forme d'escompte, d'avances et d'ouverture de crédit en compte courant, leur échéance peut être fixée à moyen terme.

La Caisse d'épargne du Ruanda fut constituée le 7 juin 1963, après la transformation de la Caisse d'Epargne du Congo belge et du Ruanda Urundi. Elle bénéficie de la garantie de l'Etat et est assujettie au contrôle du Ministre des Finances. Son siège social est à Kigali, elle dispose de 4 filiales et d'un réseau de guichets correspondants représentés par les onze bureaux de poste. Les investissements de la Caisse consistent en bons du Trésor de l'Etat et en prêts à courte et moyenne échéance consentis au secteur privé pour financer des initiatives déterminées du secteur agricole et industriel. La durée de ces prêts varie entre 1 et 5 ans, les taux d'intérêt s'y rapportant vont d'un minimum de 7% à un maximum de 9%.

La banque ruandaise de développement a été créée le 5 août 1967, avec un capital social égal à 50 millions de francs-Ruanda souscrit par le gouvernement et d'autres organismes publics (qui en détiennent la majorité), ainsi que par des institutions financières étrangères et internationales. En outre, la Banque se procure des fonds grâce à la collecte de dépôts, à l'émission d'obligations et à des emprunts consentis par l'Etat, les organismes publics et les organisations financières internationales.

Cette banque octroie principalement des prêts à l'agriculture et à l'industrie, à court terme et à moyen terme, sous forme de prêts hypothécaires et de prises de participations dans les sociétés en voie de formation.

